

# DÉCLARATION...

La révision constitutionnelle imposée au pas de charge par le gouvernement pour régionaliser, décentraliser, la République et l'élaboration de la *Constitution Européenne*, sont des étapes décisives, dans le processus conduisant au renforcement d'une autorité supra-nationale, gouvernant l'*Europe des Régions*, faisant voler en éclats le cadre national dans lequel s'inscrivent toutes nos libertés démocratiques, conquises de haute lutte à partir de la *Grande Révolution* de 1789.

- «*Le droit à l'expérimentation*», reconnu aux Régions, officialisant l'inégalité des droits;

- le président de la *Commission européenne*, préconisant la possibilité de «*contrats régionaux et transnationaux*» pour l'application des décisions communautaires;

- la constitution européenne intégrant tous les traités et chartes déjà existants, incluant ainsi le «*droit des personnes*», au lieu et place «*des droits de l'Homme et du Citoyen*», le «*principe de subsidiarité*», (prévu également dans la constitution française) fondements de la doctrine de l'Église catholique, antithèses de la démocratie par délégation;

- les organisations syndicales ouvrières, sommées de s'impliquer dans l'application des politiques de remise en cause sans précédent des acquis, notamment en matière de droit à la libre négociation, de protection sociale collective et transformées en corps intermédiaires subsidiaires, ce qui est la caractéristique de toutes les *Chartes du Travail* corporatistes de sinistre mémoire, la laïcité institutionnelle violée par les gouvernements successifs, les religions à l'école, les communautarismes confessionnels reconnus comme entités composantes de la Nation, se substituant au citoyen:

autant de faits démontrant que nous sommes confrontés à une véritable *Contre-Révolution*, bénéficiant du concours actif des responsables politiques de gauche comme de droite, mettant en place des structures totalitaires chargées d'imposer aux citoyens, aux classes ouvrières des Nations de l'Europe, les diktats de la Banque Centrale Européenne, du *Fonds Monétaire International*.

Un *Nouvel Ordre* s'installe, balayant notre liberté individuelle, supprimant le droit à s'associer, à s'organiser dans l'indépendance, en dehors des cadres préétablis, fixés par les gouvernements.

Face à cette situation, les anarchistes regroupés au sein de l'*Union des Anarcho-Syndicalistes*, confirment à nouveau leur volonté de poursuivre le combat commun, tant sur le plan national que dans le cadre de l'*Entente Internationale des Travailleurs*, avec tous les courants du mouvement ouvrier et démocratique, qui se prononcent pour:

- l'indépendance totale des organisations syndicales par rapport aux partis politiques et à l'État, aux institutions supranationales,

- la laïcité institutionnelle de l'État et de l'École, garantie de l'exercice de la liberté de conscience, l'égalité des droits des citoyens sur tout le territoire de la République,

- le maintien de tous les droits acquis conventionnellement ou légalement par la classe ouvrière,

- la dénonciation des traités de Maastricht, d'Amsterdam, de la *Charte des droits fondamentaux*.

Ce qui exige l'organisation de l'action unie, en dehors de toute préoccupation partisane,

*Contre la Régionalisation, Décentralisation, Subsidiarité, Pour le maintien de la République, Une, Indivisible.*

Attachés à la démocratie ouvrière comme méthode de fonctionnement, au libre débat pour définir les objectifs communs et les moyens de les atteindre, dans le respect réciproque des expressions de chaque courant, les militants de l'U.A.S. considèrent qu'à l'étape actuelle, le rassemblement s'impose pour conforter la résistance et la contre-offensive rendues indispensables par le recul historique de civilisation que l'on veut imposer aux peuples.

**L'Union des anarcho-syndicalistes**  
(décembre 2002).

---

## ERRATUM

Dans son dernier article, Christophe Bitaud signalait en notes de bas de page deux fautes d'orthographe dans un texte ministériel, fautes que l'on ne retrouvait pas dans le corps de l'article. Notre zélée et lettrée collaboratrice, chargée de la saisie des textes les avait corrigées!

---

# LA RÉPUBLIQUE DOIT RESTER UNE ET INDIVISIBLE...

## NON À LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Au mois de février 2003, la révision de la Constitution (déjà adoptée par les votes de l'Assemblée nationale et du Sénat) sera soumise au Parlement réuni en congrès. Cette révision s'inscrit dans la préparation d'une «Constitution européenne» annoncée pour fin 2003.

Divers dans nos responsabilités et nos engagements politiques, syndicaux, philosophiques, nous sommes attachés de manière indéfectible à la République, et à l'unité de la nation. A ce titre, nous lançons aujourd'hui un cri d'alarme: la révision de la Constitution doit être rejetée, la République doit rester une et indivisible.

### Oui, l'heure est grave:

- Si cette révision était adoptée, l'article 1 de la Constitution stipulerait désormais que la République, toujours sur le papier «*une et indivisible*», verrait cependant «*son organisation décentralisée*». Qu'est-ce que cela signifie? Monsieur Raffarin a répondu très clairement à cette question dans une lettre adressée aux préfets le 15 novembre. Il y précise que «*la justice, la défense, les anciens combattants, la dépense publique, la fiscalité, les douanes et l'inspection du travail relèvent naturellement de la compétence de l'État*». Toutes les autres administrations centrales de l'État - de l'Éducation nationale à l'Équipement, des transports à la santé, etc... -, seraient en revanche l'objet de ce que monsieur Raffarin appelle les «*transferts de compétences qui interviendront dans les prochains mois*». Ainsi, de larges pans de ce qui jusqu'à présent relève de la loi commune à tous les citoyens, seraient désormais transférés à un autre échelon, dont la révision précise qu'il peut différer selon les cas: ici les transports relèveraient de la région, là du département, ailleurs de l'intercommunalité; ici l'école relèverait d'un échelon, là d'un autre, etc...

- Le texte de loi prévoit à cet effet que sous couvert «*d'expérimentation*», il serait possible de déroger dans tous les domaines à la loi commune. Le texte gouvernemental lui-même reconnaît que «*la pratique de l'expérimentation*» comprend le risque majeur «*de se heurter au principe d'égalité*». C'est le moins que l'on puisse dire! La loi garantit jusqu'à présent l'égalité des droits des citoyens dans la République. La destruction de la loi signifie l'éclatement des droits, et de l'égalité; elle contrevient au principe de la *Déclaration des Droits de l'Homme* de 1789: «*la loi est l'expression de la volonté générale (...) elle doit être la même pour tous*».

## **La République une et indivisible devrait céder la place à une France éclatée, fragmentée: nous ne l'acceptons pas!**

La loi qui garantit l'égalité en droits de tous les citoyens, disparaîtrait au profit de «lois», règlements, édits, différents d'une province à l'autre, d'un «pays» à l'autre. Sur cette fragmentation se bâtiraient des pouvoirs locaux, où des mafias locales se déchireraient à belles dents pour mieux s'approprier la «*manne des fonds européens*», et les dividendes des ressources locales.

## **Cette révision de la Constitution s'attaque aux piliers de la démocratie et aux droits sociaux acquis dans notre pays depuis plus de deux siècles.**

L'unité du *Code du travail* (qui garantit pour tous les travailleurs dans tout le pays, sans distinction, des droits codifiés dans les lois) volerait ainsi en éclats. Tout comme les conventions collectives, les statuts, l'unité du régime de protection sociale et des services publics. Dans quel but? Priver les travailleurs des villes et des campagnes, et au-delà tous les citoyens, des garanties arrachées dans le cadre de la nation et qui, atomisées aux plans local et régional, seraient ainsi réduites à néant. Sont visées également les conquêtes démocratiques majeures que sont la laïcité de l'école et de l'État, ou encore l'existence de nos 36.000 communes et de leurs libertés, héritage de la Révolution française. Menacée également: l'existence même des organisations syndicales confédérées et indépendantes. Celles-ci se sont constituées en relation avec les réformes arrachées par l'action ouvrière et syndicale qui les a inscrites dans le cadre de la nation. Elles sont aujourd'hui placées devant un ultimatum: elles devraient renoncer à toute défense des droits et garanties existants au plan national, et participer comme «*co-législatrices*» à l'élaboration d'un prétendu «*droit social européen*» (tiré vers le bas, par la mise en concurrence avec le niveau des «*pays entrants*», où les salaires sont cinq fois moins élevés qu'en France), et contribuer à sa traduction subsidiaire à l'échelle des «*régions*» et des «*pays*».

## **Nul ne peut s'y tromper: cette révision de la Constitution porte la marque de l'Union européenne, fondée sur le traité de Maastricht.**

L'exposé des motifs le dit explicitement, qui met l'accent sur la nécessité de généraliser le principe de subsidiarité, par lequel les directives européennes doivent être appliquées à tous les échelons et à tous les niveaux.

## **Nous soussignés, dans le respect de la diversité de nos engagements, nous lançons cet appel: NON A LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE.**

On pourra nous objecter que la V<sup>ème</sup> République elle-même dès son origine, s'est fondée sur une Constitution qui, à bien des égards, est contraire aux exigences de la démocratie: c'est exact. Le mouvement ouvrier et démocratique a d'ailleurs, en 1958, condamné cette Constitution, qu'un défunt président de la République avait qualifiée de «*coup d'État permanent*», avant de se faire élire et de respecter ce cadre institutionnel.

Il est exact également, que nombre de réformes adoptées par les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, ont déjà ouvert des brèches dans l'unité de la République, depuis les lois de 1982 jusqu'à celles de 1999, en passant par le «*processus de Matignon*» sur la Corse.

Cependant, jusqu'à présent du moins, et en raison même de la résistance ouvrière et démocratique, toutes les tentatives de démanteler jusqu'au bout l'unité de la République avaient échoué, la plus célèbre étant le référendum de 1969.

Aujourd'hui, dans le cadre de la marche accélérée à «*l'Europe des régions*» et des directives du *Fonds monétaire international* et de la *Banque mondiale*, on voudrait, avec cette réforme constitutionnelle, en finir avec l'unité de la République, l'unité de la nation, et la démocratie elle-même.

## **NE LES LAISSONS PAS FAIRE!**

### **Parce que nous voulons:**

- L'égalité des droits des citoyens devant la loi,
- La laïcité institutionnelle de l'École et de l'État,

- Des services publics, une école publique, des hôpitaux publics, etc.. qui restent garantis à tous dans l'égalité républicaine,

- Un *Code du travail*, des lois sociales, des garanties égales pour tous quel que soit le point du territoire où chacun habite: des régimes de retraite à l'assurance maladie, de l'assurance chômage, aux allocations familiales, de la Poste aux transports et à l'énergie...

- Le respect du principe qui constitue la langue française comme la langue de la République et de l'enseignement,

- Le maintien des 36.000 communes, de tous les services publics et de toutes les garanties qui traduisent au niveau de chaque commune l'égalité de tous dans la République

### **REJOIGNEZ-NOUS! ENSEMBLE, DISONS:**

**La République doit rester une et indivisible! Non à la révision de la Constitution!**

Nous proposons comme première initiative, l'organisation de délégations auprès de tous les députés et sénateurs qui sont appelés à voter la révision de la Constitution en février 2003.

*Suit une liste de premiers signataires pas reproduites ici (A.M.).*

-----

## **NOUS SOMMES TOUS DES O.G.M.! (1)**

*«La vérité que je vénère, c'est la modeste vérité de la science, la vérité relative, fragmentaire, provisoire, toujours sujette à retouche, à correction, je redoute la vérité totale et définitive, la vérité avec un grand V, qui est à la base de tous les sectarismes et je dirais même volontiers, mon seul ennemi c'est bien le sectaire et le fanatique».*

**Jean ROSTAND** - *Le droit d'être naturaliste* - 1963.

*«Personne ne peut juger avec certitude qui a raison et qui a tort, qui est le plus prêt de la vérité, ou quelle est la meilleure manière d'accomplir le plus grand bien pour tout un chacun. La liberté couplée avec l'expérience est la meilleure façon de découvrir la vérité et ce qui est le mieux; et il ne peut y avoir de liberté s'il y a un refus de la liberté de se tromper».*

**Errico MALATESTA** - *L'idée d'un bon gouvernement.*

*«La politique, c'est une certaine façon d'agiter le peuple avant de s'en servir».*

**Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord** (1754-1838) *Ex-évêque d'Autun, prince de Bénèvent.*

Avant d'aborder un sujet explosif, il semble raisonnable d'appliquer le *«principe de précaution»*, pour essayer d'éviter que le débat tombe dans la logomachie, ne serait-ce que par ma faute, vu mon goût prononcé pour la polémique, c'est-à-dire pour la facilité. Donc, nous sommes tous susceptibles de nous tromper et nous avons tous le droit à l'erreur. Car, le sujet, les «OGM», est doublement explosif, d'une part sur la question de fond: quelle attitude adopter concernant la recherche dans ce domaine? D'autre part, quelle que soit la réponse proposée pour cette première question, faut-il se laisser aller à la *bovémania* sans aucune réticence? Enfin est-il possible de traiter ces deux questions séparément? Étant plutôt ignorant en ce qui concerne la recherche avancée en biologie moléculaire, l'année dernière je me suis laissé aller à mes *«vieux démons»* quand la bovémania a commencé à déferler accompagnée d'une forte odeur de sacristie qui a réveillé mes allergies. Je me suis procuré *«La révolte d'un paysan»* et y ai constaté les mobiles cléricaux qui font agir José Bové et qu'il reconnaît sans détour: *«...j'adhère à l'Évangile comme grille de lecture et d'engagement dans le monde»*. Il est difficile d'être plus clair.

D'abord, j'ai protesté auprès des copains du CIRA de Marseille qui avaient présenté le bouquin en signalant que l'auteur se prétendait anarcho-syndicaliste, sans préciser ses attaches cléricales. Et, à l'époque, j'ai oublié de leur faire remarquer que le *«syndicalisme»* des petits propriétaires paysans n'est pas celui des ouvriers agricoles.

D'autre part, j'ai proposé à la rédaction de *La Raison* une note de lecture... dont la gestation a pris plusieurs semaines, car je n'arrivais pas à trouver l'angle d'attaque vu l'habileté de l'interviewé et des in-

(1) Cet article a été publié dans le bulletin intérieur de la F.A. de septembre 2002.

tervieuveurs. L'article a finalement été publié dans *La Raison* de septembre 2000 et a provoqué quelques réactions favorables et défavorables. Cela a amené *La Raison* à publier en deux parties (décembre 2000 et janvier 2001) un article d'un biologiste militant de la *Libre Pensée*: «*Les OGM entre mercantilisme et obscurantisme*» (2).

Cela montre qu'il est difficile de séparer les deux premières questions posées. Aussi, j'ai profité de l'occasion pour m'efforcer d'améliorer mes connaissances dans ce domaine, mais ça ne va pas très loin. D'abord, j'ai cru comprendre que, produits de l'évolution, nous sommes tous des OGM, des organismes génétiquement modifiés. Vous comprendrez donc que le mot d'ordre de destruction systématique des OGM me laisse rêveur, au moins sur le niveau des connaissances, donc de compétence, de ceux qui le propagent.

(Cela me rappelle une discussion surréaliste avec quelques jeunes écologistes qui se préoccupaient de la définition d'une norme permettant de faire le tri entre ce qui est un déchet radioactif et ce qui ne l'est pas. Il va de soi qu'ils s'insurgeaient contre les normes «*officielles*» qu'ils jugeaient trop élevées pour notre sécurité. Je leur propose 500 béquerels par kg. Trop. 200. Toujours trop. Le marchandage du tapis a abouti à 20 béquerels par kg. Têtes de ces braves quand je leur ai fait remarquer que nous faisons «*naturellement*» (potassium 40 et carbone 14 principalement) entre 80 et 100 béquerels par kg et que, selon leur vœu, nous étions tous des déchets radioactifs. J'ai l'impression que certains pensent encore aujourd'hui que je les ais «*enduits d'erreur*» et demeurent convaincus que la seule radioactivité qu'ils charrient provient de Tchernobyl. Car ils ont déjà oublié les essais d'armes atomiques dans l'atmosphère dont les retombées ne sont pas encore terminées).

En fait il semble que la discussion doit se circonscrire au sous-ensemble des OGM que sont les organismes transgéniques artificiels (qu'on pourrait désigner par le sigle OTG). «*Transgéniques*» parce qu'on introduit dans l'organisme un ou plusieurs gènes extérieurs. Étant entendu que la transgénèse se produit aussi naturellement, mais les exemples actuellement connus sont rares. Il est toutefois probable que la transgénèse est intervenue au cours de l'évolution, sinon comment serait-on passé des monocellulaires aux beaux animaux que nous sommes? C'est cela...ou le «*doigt de Dieu*»!

Mon étonnement dure encore, commencé quand j'ai constaté que nombre de militants semblaient tout heureux de filer le train aux talibans anti-OGM et notamment au bouffon médiatisé José Bové. Car, enfin quel est le discours de Bové: des firmes transnationales veulent imposer, pour leur profit à elles, une manière de semer aux paysans. Traduit en bon français, le charabia démagogique de Bové donne: la société capitaliste est capitaliste. Heureusement qu'il existe des gens pour nous rappeler ces vérités premières! N'est-ce pas?

Quant à changer de société, ils en parlent beaucoup dans un discours «*postmoderne*» dont sont exclus tous les fondamentaux de la lutte des classes, des fois qu'on les prendrait pour des ringards passésistes... ou des staliniens attardés. Il est normal d'être étonné de constater que des anarchistes semblent se laisser prendre à ces arguments. Pourtant le régime capitaliste ne peut survivre sans l'exploitation des salariés par les propriétaires des moyens de production et de distribution des biens et des services. Comme nous sommes toujours en régime capitaliste, il y a toujours exploitation, existence de classes sociales aux intérêts antagonistes qui débouche sur la lutte des classes... qui continue «*pendant les travaux*» et le patronat nous montre qu'il excelle dans la lutte des classes quand l'idéologie est en crue. Il y a quelques semaines, lors d'une réunion, j'ai atterré une grande partie de l'assistance en me référant à la lutte des classes. Ils me regardaient avec tant de commisération que j'ai dû me retenir de ne pas éclater de rire.. car ç'aurait été plutôt «*contreproductif*».

Pour revenir à nos transgéniques: n'avez-vous pas l'impression qu'à focaliser sur ce «*détail*» on aide à tirer un manteau de Noé sur l'essentiel du capitalisme et que c'est l'objectif recherché par certains? Certes, la recherche effrénée du profit fait, chaque fois que c'est possible, l'impasse sur les dangers des moyens utilisés. Et il n'est pas improbable que des OGM soient dangereux. De même, il n'est pas improbable que d'autres soient bénéfiques. Le refus en bloc, par «*principe*», n'est que du dogmatisme. Dogmatisme peu compatible avec le fait de se référer, entre autres, à Bakounine, Kropotkine et Élisée Reclus. Quand on essaie de creuser la question, qu'est-ce que la «*Nature*» sinon les propriétés de la matière et leurs applications au cours de l'écoulement du temps? Comme toutes les autres espèces, l'espèce humaine est un produit de la nature et les inventions d'un produit de la nature sont aussi des produits de la nature. Cette «*Nature*» n'est pas a priori une déesse bienfaitrice. Certains de ses produits directs sont à éviter: ciguë,

(2) Jean Sébastien PIERRE - *La Raison* - n°457 - décembre 2000.

amanites phalloïdes, vipères, etc... De même certains produits indirects inventés par les humains. Il faut faire le tri, donc faire appel à la raison, à l'étude, plutôt qu'aux sentiments.

En politique - or, il s'agit de politique, de gestion de la cité - la subjectivité est généralement mauvaise conseillère. C'est elle qui, comme l'écrivit si bien Talleyrand, sert à *«agiter le peuple avant de s'en servir»*.

**Marc PRÉVOTEL.**

-----

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 25 euros. Abonnement de soutien: 35 euros.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP 515-14 C Nantes

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT

-----